# TRAITÉ DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS REC'D 0 2 FEB 2005

# PCT

WIPO

PCT

## RAPPORT PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL SUR LA BREVETABILITÉ

(chapitre II du Traité de coopération en matière de brevets)

		<u> </u>	· .						
Référence du dossier du déposant ou du mandataire	POUR SUITE À DO	ONNER	voir formulaire PCT/IPEA/416			, s			
Demande internationale No. PCT/FR2004/000222	Date du dépôt internation 02.02.2004	nal <i>(jour/mois/anné</i>	<i>e)</i>	Date de priorit 03.02.2003	té (jour/mois/ann	<b>ée)</b>			
Classification internationale des brevets (CIE H04L29/06	) ou à la fois classification	nationale et CIB			a a grand of the	14.			
	•, .	•	•		,	* 575			
Déposant FRANCE TELECOM et al.	•		19.50 19.50	··					
Le présent rapport est le rapport d'examen préliminaire international, établi par l'administration chargée de l'examen préliminaire international en vertu de l'article 35 et transmis au déposant conformément à l'article 36.									
2. Ce RAPPORT comprend 6 feuille	s, y compris la présent	e feuille de couve	erture.		11 41 , 1				
3. Ce rapport est accompagné d'ANI	NEXES, qui comprenne	ent:			e de la composición de	:			
. a. 🗆 un total de <i>(envoyées au d</i>	éposant et au Bureau i	nternational) feu	uilles, dé	finies comme	suit:				
au présent rapport ou d									
des feuilles qui remplacent des feuilles précédentes, mais dont la présente administration considère qu'elles contiennent une modification qui va au-delà de l'exposé de l'invention qui figure dans la demande internationale telle qu'elle a été déposée, comme il est indiqué au point 4 du cadre n° I et dans le cadre supplémentaire.									
b. (envoyées au Bureau international seulement) un total de (préciser le type et le nombre de support(s) électronique(s)), qui contiennent un listage de la ou des séquences ou un ou des tableaux y relatifs, déposés sous forme déchiffrable par ordinateur seulement, comme il est indiqué dans le cadre supplémentaire relatif au listage de la ou des séquences (voir l'Instruction administrative 802).									
4. Le présent rapport contient des in	dications et les pages o	correspondantes	relatives	s aux points s	uivants.:	٠٠			
⊠ Cadre n° I Base de l'opinio	n		:		4 - 7 - 12 - 11 - 12	1			
☐ Cadre n° II Priorité			. •	·· :	S. 1 - S. 1 - 1				
☐ Cadre n° III Absence de forr possibilité d'app	Pill Absence de formulation d'opinion quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle								
☐ Cadre n° IV Absence d'unité	'IV Absence d'unité de l'invention								
	Déclaration motivée selon l'article 35(2) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration								
·□ Cadre n° VI Certains docum	Certains documents cités				1. 180				
☑ Cadre n° VII Irrégularités dan	re n° VII Irrégularités dans la demande internationale								
☐ Cadre nº VIII Observations relatives à la demande internationale									
Date de présentation de la demande d'examen préliminaire internationale		Date d'achèveme	ent du pré	sent rapport	٠.	1			
20.08,2004	01.02.2005	·· .							
Nom et adresse postale de l'adminstration cl préliminaire international	Fonctionnaire au	torisé			School Peterstein				
Office européen des brevets D-80298 Munich Tél. +49 89 2399 - 0 Tx: 5236	Losseau, D								
Fax: +49 89 2399 - 4465	N° de téléphone	+49 89 2	399-7122		Mean expo. sale				

#### RAPPORT PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL SUR LA BREVETABILITÉ

Demande internationale n° PCT/FR2004/000222

_		D							<del> </del>
_	Case No. I	Base du	rapport		· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	·	•	<del> </del>	
1.				présent rapport est éposée, sauf indicat				rnationale	dans la
				i sur la base de tradi angue d'une traducti					dans la
٠	☐ la pu	iblication d	e la dema	le (selon les règles : inde internationale (s ernational (selon la r	selon la règle <sup>°</sup>	12.4)	To the part of the		
<b>2.</b>	éléments su invitation fai	ivants ( <i>les</i> te conform	feuilles de ément à l'	s* de la demande in e remplacement qui article 14 sont consi s en annexe au rapp	ont été remise dérées dans l	es à l'office	récepteur en apport comm	réponse	à une :
		•	•						
	Description,	Pages	*						
	1-11			telles qu'initialement	déposées	. :			•
•	Revendication	ns, No.	:			•			
	1-12	· : .	• • •	telles qu'initialement	déposées				•
	Dessins, Feu	· ıillės	•	,		17 S. A.	. •		·
	1/4-4/4			telles qu'initialement	déposées				
				ge de la ou des séqu de la ou des séquer		ou des table		, voir le c	adre .
3.	☐ Les mo	difications o	ont entraî	né l'annulation :					
		descriptio					***		
		revendicati dessins, fe						·	
				équences <i>(préciser)</i>	:	į į			
	□ d'un	ou de tous	les table	aux relatifs au listag	e de la ou des	séquences	s (préciser) :		
4.	☐ Le prés comme allar suppléments	nt au-delà c	le l'expos	bli abstraction faite ( é de l'invention tel q	(de certaines) u'il a été dépo	des modific sé, comme	il est indiqué	nt été con dans le d	nsidérées cadre
	· · · ·	descriptio	,	• •		٠.	ş · · ·		
		revendicati				•	•••	•	
	Li des	dessins, fe	uilles/fig.	équences <i>(préciser)</i>	•			:	
				aux relatifs au listag		séquences	s (préciser) :	•	
	* Si le	cas visé	au poi	nt 4 s'applique	e, certaine	s ou tou	tes ces f	euilles	peuvent
	être revê	tues de	la ment	ion "remplacé".	•				

#### RAPPORT PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL SUR LA BREVETABILITÉ

Demande internationale n° PCT/FR2004/000222

Cadre n° V Déclaration motivée selon l?article 35.2) quant à la nouveauté, l?activité inventive et la possibilité d?application industrielle; citations et explications à l?appui de cette déclaration

1.	Déclaration		•		
	Nouveauté	Oui:	Revendications	1-12	
	Activité inventive	Non: Oui:	Revendications Revendications		
	Activite inventive			4 30	
	•	. Non:	Revendications	1-12	
Possibilité d'application	Possibilité d'application industriel	le Oui:	Revendications	1-12	
		Non:	Revendications	٠	

2. Citations et explications (règle 70.7) :

voir feuille séparée

٠...

Cadre n° VII Irrégularités dans la demande internationale

Les irrégularités suivantes, concernant la forme ou le contenu de la demande internationale, ont été constatées : voir feuille séparée

#### Concernant le point V

Déclaration motivée quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration

1. Il est fait référence aux documents suivants:

D1: EP-A-1 024 441

D2: US 2002/069298 A1

D3: US 2002/059425 A1

D4: EP-A-1 271 360

D5: US-B1-6 404 884

D6: US 2002/038316 A1

D7: WO-A-02/25403

D8: AGARWAL S ET AL: 'On the scalability of data synchronization protocols for PDAs and mobile devices' IEEE NETWORK, JULY-AUG. 2002, IEEE, USA, vol. 16, no. 4, pages 22-28, XP002252896 ISSN: 0890-8044

- 2. La présente demande ne remplit pas les conditions énoncées dans l'article 33(1) PCT, l'objet de la revendication 1 n'impliquant pas une activité inventive telle que définie par l'article 33(3) PCT.
  - Le document D1, qui est considéré comme étant l'état de la technique le plus proche de l'objet de la revendication 1, décrit (les références entre parenthèses s'appliquent à ce document) un système de synchronisation de données entre des entités de services hébergeant chacun au moins un service gestionnaire d'informations personnelles, PIM (alinéas 5 et 17), l'une des entités étant accessible au moyen d'un terminal d'accès distant (alinéas 19 et 20) comportant des premiers moyens de synchronisation de données adaptés pour établir une correspondance entre les données stockées dans lesdites entités (alinéa 31), lesdits premiers moyens de synchronisation avant une architecture client-serveur (alinéas 5 et 20 et figure 1) étant constituée par un module (figure 2b, item 252) hébergé dans l'une des dites entités et en communication avec un serveur PIM (figure 2b, item 130) mettant en oeuvre le service de gestion d'informations personnelles et d'autre part par un module de synchronisation (figure 2b, item 253) en communication avec un autre service d'informations personnelles (figure 2b, item 230).

- 2. Par conséquent, l'objet de la revendication 1 diffère de ce système de synchronisation connu en ce que les modules de synchronisation de données sont hébergés dans des portails distincts.
- 3. Le problème que se propose de résoudre la présente invention peut donc être considéré comme étant la distribution des modules de synchronisation dans des serveurs distincts communiquant par l'intermédiaire d'un réseau informatique.
- 4. L'architecture client-serveur qui permet cette distribution est bien connue de l'homme du métier. Un exemple de distribution de modules de synchronisation entre de multiples serveurs PIM est divulgué dans le document D2 (alinéas 3, 4, 5, 13 et 14 et figure 1, items 55a, 55b, 55c. L'homme du métier aurait donc appliqué cette architecture distribuée aux modules de synchronisation (figure 2b items 251, 252 et 253 pour arriver à un système selon la revendication 1 de la présente demande.

La solution proposée dans la revendication 1 de la présente demande n'est donc pas considérée comme inventive (article 33(3) PCT).

- 3. Le même argument s'applique *mutatis mutandis* à l'objet des revendications indépendantes correspondantes 8 et 10 qui ne sont donc pas non plus inventives.
  - 4. Les revendications dépendantes ne contiennent aucune caractéristique (en particulier la distribution d'une partie du système dans les terminaux, l'utilisation d'un langage standardisé de synchronisation utilisant des balises de description de contenu XML, l'utilisation des formats standardisés vCard et vCalendar, l'utilisation d'interface homme-machine pour générer des commandes de synchronisation) qui, en combinaison avec celles de l'une quelconque des revendications à laquelle elles se réfèrent, définisse un objet qui satisfasse aux exigences du PCT en ce qui concerne l'activité inventive, voir documents D1 à D8 et les passages correspondants cités dans le rapport de recherche.

Concernant le point VII

### RAPPORT PRÉLIMINAIRE ITERNATIONAL SUR LA BREVETABILITÉ (FEUILLE SEPAREE)

Demande internationale n°

.

-- PCT/FR2004/000222

## Certaines irrégularités relevées dans la demande internationale

1. Bien que les revendications 1 et 8 aient été rédigées sous forme de revendications indépendantes distinctes, il semble qu'elles aient le même objet et qu'elles ne diffèrent l'une de l'autre que par une variation dans la définition de l'objet pour lequel la protection est demandée et par les termes utilisés pour en définir les caractéristiques. Par conséquent ces revendications ne sont pas concises et donc ne satisfont pas aux conditions requises à l'article 6 PCT.